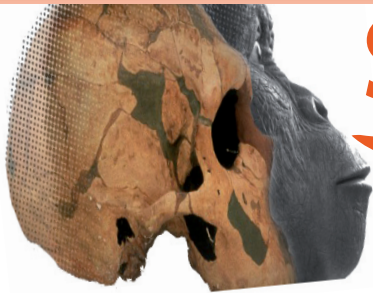




Situation nationale Le Cadre de Concertation Nationale des OSC veut mieux comprendre. P.5

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°90 du mardi 19 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- Jobs Campus. P.12
- Activités du Gouvernement. P.9

Education

Journée de l'Excellence dans la Bougouriba L'AM.I.B Encourage les Filles méritantes

Région du Sud-Ouest

L'Amicale des Institutrices de la Bougouriba (AM.I.B) a organisé le Vendredi 15 Juillet 2016 la sixième édition de la journée de l'excellence au profit des filles méritantes des classes du cours moyen deuxième année (CM2). C'était dans la salle de l'ONG-ASUDEC de Diébougou.

En présence de l'honorable député du Ioba Togniné Anselme Somé, du parrain El Adj. Ouattara Inoussa, du chef de terre Ouattara Félix, des autorités administratives, militaires et para-militaires et de nombreux invités, l'AM.I.B a dont l'objectif est de promouvoir l'épanouissement de la femme à travers les filles scolarisées dans la province a salué à travers divers prix, l'excellence des filles.



Le mérite des éducatrices a été reconnu.

Suite page 2.

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Suite page 1.



Les acteurs de l'éducation de la région étaient mobilisés pour la circonstance.

Créée en 2010, l'Amicale des Institutrices de la Bougouriba (AM.I.B) pour sa sixième édition de la journée de l'excellence a récompensé dix (10) jeunes filles, élèves des classes du cours moyen deuxième année (CM2) de la province. Ce sont des cahiers, bics et académy le tout dans un sac d'écolier qui ont été remis aux élèves filles les plus méritantes et distinguées de par leur travail en classe.

En outre de ces fournitures offertes aux lauréates du Certificat d'Etudes Primaires (C E P) session de 2016, un vélo flambant neuf a été remis à l'élève

ve Kambou Ini Florence de l'école « c » de Diébougou. Les Institutrices qui ont tenu les classes du CM2 ont reçu chacune une attestation et un pagne « Faso danfani ».

Pour l'élève Kambou Ini Florence, très heureuse, remercie ses éducatrices et les encourage à redoubler d'effort à l'égard de ses sœurs des autres classes. Elle lance aussi un appel à celles qui n'ont pas bénéficié de ces cadeaux à redoubler d'effort les années à venir.

Cette journée d'excellence a été ponctuée par des allocutions parmi

lesquelles celle de la Présidente de l'AMIB Lydie Ouédraogo/Somé. Pour la Présidente, les objectifs assignés à cette amicale sont de promouvoir l'épanouissement de la femme à travers les filles du CM2. Notre accompagnement aux meilleures filles au Certificat est de les motiver à poursuivre leur cursus scolaire. Outre ces apports en nature, nos filles reçoivent des conseils afin d'éviter les grossesses indésirées en milieu scolaire et les abandons multiples dûs à l'orpaillage que l'on constate dans la région en générale et dans la Bougouriba en particulier a-t-elle ajouté.

Comme toute association, l'AMIB connaît des difficultés surtout financières et matériels. Un appel est alors lancé à toutes les bonnes volontés.

Le parrain le Député Ouattara Modibo représenté à l'occasion par El Adj. Ouattara Inoussa promet de toujours accompagner cette jeune Amicale à l'atteinte de ses objectifs. Il remercie les Enseignantes qui œuvrent pour le bien être de la jeune fille.

C'est par une prestation d'artiste de la localité qu'a pris fin la journée de l'excellence édition 2016. Le rendez vous est pris la septième édition 2017.

Frederick Pooda pour SCI

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Tentative de coup d'Etat en Turquie Le bilan du gouvernement turc

Région du Centre



S.E.M Korkut TUFAN, Ambassadeur de la Turquie au Burkina.

Après la tentative du coup d'Etat perpétré en Turquie le 15 juillet dernier, l'ambassade de ce pays au Burkina a tenu une conférence de presse ce 18 juillet 2016.

Au cours de cette conférence de presse, l'ambassadeur est revenu sur ces événements qui ont marqué la vie politique du pays.

« Plus de 6000 personnes arrêtées, plus de 100 comploteurs capturés morts, plus de 190 civiles morts et plus de 1 400 personnes blessées ». C'est le bilan établi par le gouvernement turc et présenté par l'ambassadeur de ce pays au Burkina, monsieur Korkut TUFAN



Invités et hommes de médias ont suivi avec attention la conférence de presse.

lors de la conférence de presse après le coup d'Etat avorté dans le pays.

Selon le diplomate, seuls quelques membres des forces armées aérienne, de la gendarmerie et des unités blindés ont pris part à ce qu'il qualifie de « conspiration violente ». Et la chaîne de commandement et une majorité de l'armée ont résisté au putsch. Il ajoute que par-dessus tout, c'est la nation turque qui a contrecarré le complot en faisant preuve d'une solidarité historique et en descendant dans les rues pour revendiquer leur droit démocratique.

Selon l'ambassadeur, ce coup d'Etat est comparable à celui du 15 septembre 2015 au Burkina, en ce sens que c'est une faction de l'armée qui l'a perpétré, mais également la détermination du peuple turc comme celui du Burkina ayant conduit à l'échec du putsch. Pour lui « le peuple turc tout comme celui du Burkina a éliminé le virus antidémocratique à travers les vaccins du courage et de la détermination ».

Pour le gouvernement cette tentative de coup d'Etat est l'œuvre de l'organisation que dirige le prédicateur Fethullah GULEN qui vit en exil aux USA. Et les autorités turques ne manquent pas de qualifier cette organisation qui prône le dialogue interreligieux de terroriste. Pour elles, « le putsch déjoué est le dernier acte criminel révélant le danger provoqué par cette organisation » qui est présente dans beaucoup de pays.

Cette organisation intervient surtout dans le domaine de l'éducation et dispose d'établissements d'enseignement dans 180 pays au monde. Pour l'ambassadeur, les gens doivent faire attention à cette organisation « qui a montré qu'elle a d'autres motifs en commanditant ce putsch ».

Monsieur Korkut TUFAN conclut que les putschistes qu'il qualifie de « terroristes » seront punis conformément à la loi.

A cet effet, le président Recep Tayyip Erdogan a déjà évoqué un débat sur le rétablissement de la peine de mort pour les putschistes réclamé par la foule lors d'une manifestation. Cette peine est abolie il y a dix (10) ans dans le cadre de la demande du pays à l'adhésion à l'Union Européenne. Si le rétablissement de cette peine venait à être effectif, cela pourrait avoir une influence sur les relations de la Turquie avec les autres pays de l'Union Européenne.

Valentin YOUNANLI pour SCI



Téléchargez le quotidien numérique
Sciences-Campus Info du lundi au dimanche.
7 numéros dans la semaine.



La CONFEMEN à la 98e session du Conseil Permanent de la Francophonie

Le Président en exercice de la CONFEMEN, M. Florentin MOUSSAVOU et le Secrétaire général, M. KI Boureima Jacques ont pris part à la 98ème session du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF) présidé, le 30 mars 2016, par la Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Michaele Jean.

Le CPF est chargée de la préparation et du suivi du Sommet de la Francophonie. Cette instance rassemble les représentants personnels des Chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que les Représentants des opérateurs et Conférences ministérielles permanentes (CONFEMEN et CONFESJES).

Les travaux de la session ont porté sur l'organisation du 16e Sommet de la Francophonie, prévu à Antananarivo (Madagascar), les 26 et 27 novembre 2016, sur le thème « Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone ».

Dans son message livré aux membres du CPF, le Président en exercice de la CONFEMEN, le ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement technique du Gabon a partagé avec les membres du CPF les conclusions des travaux de la 57e session ministérielle tenue à Libreville (Gabon) en avril 2016. Au nombre des points évoqués par le Président en exercice de la CONFEMEN, figuraient la mise en place de l'observatoire de la qua-



98e session du Conseil permanent de la Francophonie.

lité de l'éducation ; la présentation du rapport international du PASEC2014 et la validation du plan opérationnel 2017 – 2021 du PASEC, appelé PASEC2019 ; l'adoption du plan d'action biennal (2017 – 2018) de la CONFEMEN ; les échanges sur le thème de la 57e session ministérielle : « Vers la réussite pour tous : résoudre la crise de l'apprentissage dans les pays francophones en luttant efficacement contre l'échec et le décrochage scolaires ».

Le Président en exercice de la CONFEMEN a insisté sur la pertinence du thème de cette dernière conférence ministérielle, parce que, dit-il, « le décrochage et l'échec scolaires conduisent tôt ou tard à une mauvaise insertion socio – professionnelle des jeunes, à la délinquance, voire au radicalisme qui se termine au terrorisme et à l'insécurité, chose que tous les pays du monde cherchent inlassablement à éradiquer. »

Pour M. MOUSSAVOU, la réflexion et les échanges autour de ce thème ont permis de dresser des constats et d'identifier les principaux facteurs qui

expliquent ces constats. Aussi peut-on noter que le décrochage scolaire est un phénomène multidimensionnel résultant d'un long processus et d'une combinaison de facteurs de risque interagissant les uns avec les autres.

Selon les conclusions de la conférence ministérielle de la CONFEMEN, au nombre des principaux facteurs qui expliquent le décrochage et l'échec scolaires, on peut noter la détérioration des relations parents-adolescents ; la dépression et les difficultés familiales ; le climat de classe négatif ; les interactions à l'école négatives ; la faible réussite scolaire ; les problèmes de santé ou de malnutrition ; le peu d'intérêt pour l'école ; l'éloignement et l'absentéisme des enseignants.

La communication du Président en exercice de la CONFEMEN a porté également sur les pistes de recommandations adoptées par la 57e session ministérielle pour contribuer à résoudre la crise de l'apprentissage en luttant contre l'échec et le décrochage scolaires.

La mise en place de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEF) a également fait partie des points traités par la 57e session ministérielle de la CONFEMEN. Sur cette question, il convient de noter que le CPF a entériné la composition du Comité de Pilotage de l'IFEF, qui a son siège à Dakar. Le Président en exercice de la CONFEMEN est en même temps le Président du Comité de pilotage de l'IFEF.

Évaluation internationale PASEC 2014



SG du CONFEMEN.

Après la publication en fin 2015 du rapport international de l'évaluation groupée menée par le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC), les 10 pays participants se préparent pour la sortie des

rapports nationaux. Le rapport international a fait l'objet d'un documentaire de 13 minutes diffusé sur TV5.

Visionner le documentaire du PASEC2014



Situation nationale Le Cadre de Concertation Nationale des OSC veut mieux comprendre

Région du Centre



Safiatou LOPEZ, Présidente d'honneur du CCNOSC 2e à partir de la gauche.

Le Cadre de Concertation Nationale des Organisations de la Société Civile (CCNOSC), a organisé un panel débat le samedi 16 juillet 2016 à Ouagadougou. L'objectif de ce panel est d'avoir plus d'éclaircissement sur des questions portant sur l'actualité nationale. Le passage à la cinquième république, la problématique de la justice au Burkina Faso et la question des Koglwéogo sont les thèmes qui ont alimenté les débats.

C'est une véritable marée humaine qui a pris d'assaut la salle de conférence du CENASA pour ne pas se faire conter l'évènement. Après avoir entonné l'hymne nationale, c'est Safiatou LOPEZ présidente d'honneur du Cadre de Concertation Nationale qui a pris la parole pour expliquer le bien fondé du présent panel. Selon elle au regard de moult interrogations qui taraudent l'esprit du peuple burkinabè, il est nécessaire pour la société civile de contribuer à éclairer les lanternes des citoyens. « La justice bur-

kinabè est à la croisée des chemins, la sécurité est menacée par des facteurs internes et externes et la société civile ne saurait rester en marge de ces inquiétudes » a-t-elle ajouté.

Abordant le thème portant le passage à la cinquième république, c'est le professeur Abdoul Karim SANGO qui a planté le décor. Pour le professeur, la constitution est la fondation majeure de toute société. Et si une constitution est mal rédigée on assiste à une société en perpétuelle crise. Pour ce qui est de la constitution de la quatrième république, Abdoul Karim SANGO estime qu'elle n'est pas totalement mauvaise mais elle comporte des insuffisances. D'ailleurs dit-il, elle a été imposée et calquée sur le modèle de la constitution française. Ainsi il faut une nouvelle constitution pour passer à la cinquième république. A en croire le paneliste, cette nouvelle constitution doit refléter l'histoire et l'identité du peuple burkinabè. Pour ce faire elle doit aller au-delà des intérêts momentanés, claniques et ethniques. Il y

a deux possibilités pour l'adoption de la nouvelle constitution. La voie parlementaire et la voie référendaire. Au regard du caractère couteux du référendum Abdoul Karim SANGO privilégie la voie parlementaire.

Pour ce qui est de la question des Koglwéogo, c'est à Thomas DAKOURE représentant le Ministre de la Sécurité qui a eu la lourde responsabilité de donner des explications sur ce sujet. Tout en identifiant des Koglwéogo qui respectent la loi et des Koglwéogo qui ne respectent pas la loi, Thomas DAKOURE affirme que le Gouvernement ne saurait admettre la violation des droits humains. Le représentant du Ministre de la Sécurité Intérieure a rassuré les participants que les Koglwéogo ne sont pas une émanation de l'Etat et ne sont pas à confondre avec la police de proximité créée par l'Etat. Pour éviter les dérives de ces groupes d'auto défense le gouvernement est pour la sanction, la sensibilisation et l'encadrement de ces Koglwéogo.

Le dernier thème de ce panel a porté sur la justice. Les magistrats ont refusé de répondre à l'appel du Cadre de Concertation Nationale des OSC selon les organisateurs. C'est Sita SANGARE le Directeur de la justice militaire qui a abordé le thème portant sur la justice. A l'allure d'un professeur face à ses étudiants, Sita SANGARE a passé en revue les différentes procédures judiciaires. Comme il fallait s'y attendre la question des libérations provisoires de certains dignitaires inculpés suite au putsch manqué du 16 septembre 2015 s'est invitée dans les débats.

Suite page 6.

Lutte contre le paludisme Distribution de moustiquaires imprégnées aux populations

Région du Sud-Ouest



Monsieur Amidou SORE, Haut-Commissaire de la province du IOBA.

L'opération est effective dans le Ioba . Le Haut-Commissaire, Amidou Soré est allé toucher du doigt le processus de distribution et encourager les parents à faire dormir les enfants sous les moustiquaires imprégnées.

Cent trente-six mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (136 499) moustiquaires MILDA, c'est le nombre de moyens de lutte contre le paludisme qui sont en train d'être distribués au Ioba . Le vendredi 15 Juillet à 8h30 le Haut-Commissaire de la province du IOBA s'est rendu à l'école Dano B, un site de distribution. Amidou Soré est allé constater à vue d'œil le déroulement de l'opération.

Si pour l'heure tout semble bien se passer, le début a été quelque peu difficile. Selon le chef d'équipe Somlaré Mariam assisté de Désiré Somé, ceux qui n'avaient pas été recensés lors de l'opération de distribution se sont opposés au début. Ils arguent que tant qu'ils ne seront pas satisfaits, il n'y aura pas de distribution de moustiquaires.

Après moult échanges, les explications de l'équipe sur les retenues de moustiquaires à partir de quatre (04) ont un peu rassuré les uns et les autres

et l'opération a pu commencer.

Amidou Soré a indiqué que le compte rendu sera fait à qui de droit. Il a du reste exhorté les personnes détentrices de bons à en faire bon usage pour lutter efficacement contre le paludisme.

Après Dano B l'équipe provinciale a mis le cap sur l'école Dano A, où une longue file indienne de bénéficiaires l'y attendait. Au vue de la mobilisation qui témoigne cet intérêt à acquérir les moustiquaires Amidou Soré n'a pas manqué une fois de plus d'encourager les parents à veiller au bien-être de leurs enfants et à les protéger contre les moustiques.

Les bénéficiaires par la voix de certains à l'image de Madame Somé Marie du secteur 2 remercient le gouvernement pour le geste mais signalent aussi que ces moustiquaires ne sont pas de qualité au regard de « ces grains ». Elle estime que ceux-ci sont assez larges pour laisser passer des moustiques. Certains ont requis l'anonymat et signalent que d'autres personnes se sont faites délivrées plus d'un bon. Par exemple le chef de ménage prend des bons et la femme également. A telle enseigne qu'une famille qui devait avoir trois moustiquaires se retrouve avec six. De plus ils déplorent le peu de sérieux qui a caractérisé certains recensements à l'image du secteur 1 Moutouri et du secteur 5 Mébar.

Dans l'ensemble le processus se passe bien et aucun incident majeur n'est à déplorer.

Ouabouè BAKOUAN pour SCI



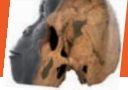
Bénéficiaire apparemment très heureux d'avoir reçu son lot.

Suite page 5.

Et le colonel Sita SANGARE a invité les participants à faire confiance en la justice. Il a rassuré qu'il n'y a aucune

ingérence ni manipulation sur la gestion des dossiers du coup d'Etat du 16 septembre 2015.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI



Situation de la population de Koukounfouanou L'ODJ interpelle les autorités

Région de l'Est



Responsables de l'ODJ, section du Gourma.

L'Organisation Démocratique de la Jeunesse, section du Gourma a tenu une conférence de presse ce dimanche 17 juillet 2016 à Ouagadougou. A travers cette conférence, les responsables de la section sont revenus sur la situation des habitants du village de Koukounfouanou qui ont été déguerpis de la localité en 2015.

Le 16 juin 2015, les habitants de Koukounfouanou, village situé dans la région de l'Est, ont été contraints à abandonner la localité par des éléments des forces de l'ordre. La cause selon les autorités, est que le village est situé dans une zone pas-

torale. Et si le déguerpissement du village s'est fait par la force, c'est que les habitants n'auraient pas respecté l'ultimatum qui leur était donné le 22 avril de la même année pour quitter les lieux. La descente musclée des éléments de la force de l'ordre aurait entraîné entre autre des arrestations, des blessés, et la fermeture de l'école du village. Et depuis ce jour, plusieurs voix se sont levées contre cette répression à l'endroit de ces populations. Parmi ces voix il y'a l'ODJ qui a de plusieurs manières soutenu les habitants du village qui s'étaient réfugiés dans un village voisin.

Et c'est toujours dans cette logique que

s'inscrit cette conférence de presse organisée par la section du Gourma de l'ODJ. Selon le président de la section Blaise TINDANO, « la situation que vit les habitants du village de Koukounfouanou est plus qu'un drame, car un an après, on note au moins cinq décès, un cas de suicide, un cas de folie, et la déscolarisation des enfants du village ». A l'entendre tous ces événements sont la conséquence directe du déguerpissement forcé du village. Il ajoute que « les habitants du village courent toujours le risque d'être frappés par les maladies, les intempéries et la famine en ce sens qu'ils n'ont pas d'habitations et n'ont pas pu cultiver l'an passé car ayant abandonné de force leur champs au moment des semis ».

Pour Moussa DIAGBOUGA, membre de l'ODJ et victime du déguerpissement, lui et les autres ressortissants de la localité ne savent pas à quel sein se vouer. Car « si on te chasse dans ton propre pays, où vas-tu aller ? »

C'est au regard de cette situation que l'ODJ dénonce « le silence des autorités et les atteintes aux droits fondamentaux des populations de Koukounfouanou et environnants ».

Elle exige par ailleurs « la cessation des violations systématiques du droit à la terre, à l'alimentation, au logement, à la santé, à l'éducation et au travail de la population Koukounfouanou ».

En rappel l'occupation du village de Koukounfouanou remonte en 1983. En 2004 une partie de la localité a été bornée pour délimiter une zone pastorale. Et en 2005 le haut-commissaire de la province de la Kompienga disait aux populations qu'à 500 mètres des bornes, elles pouvaient installer leurs habitations et à 1 km leurs champs. Et en 2015 sous la transition, elles ont été sommées d'abandonner entièrement la localité sans pour autant être indiquer sur un autre lieu qu'elles pouvaient occuper.

Valentin YOUMANLI pour SCI



Les hommes de média ont suivi avec attention la conférence de presse de l'ODJ.



Arrestation de présumés braqueurs sévissant sur l'axe Diapaga-Kantchiari Trois réseaux de braqueurs démantelés et mis aux arrêts par les Kolg-weogo de Diapaga

Région de l'Est



Présumés braqueurs.

Selon Monsieur Combary L. Bou-bacar, juge Kolg-weogo, tout est parti du démantèlement du réseau du nommé Issoufa dont ressort les



Présumés braqueurs.

noms Sambo (Boudiéri) et Nassouri Lido (Tatchianga).

Par la suite, une mission chez Nassouri a permis de savoir qu'il était au CMA de Diapaga pour des soins. Après son arrestation à l'hôpital, il insista de mettre la main sur un certain Kouna Ouali (Koutchiagou) qui avait son propre groupe de braqueurs. Une autre mission s'est donc rendue chez Kouna pour l'arrêter. Après trois jours de détention, il commence à citer les noms de ses complices. Parmi les noms cités par ce dernier ressort ceux de Diergou Ouoba (Koutchagou) ; Diergou Ouali (Nabouama) ; Lido Yacouba (Tatchianga) ; Ouerda Hamtandi (Tapoa barrage) ; Tankoano Yiénikiédiba (Mamangou) ; Ouali Dialenli (Mamangou) ; Barry Mangny (Nabouamou) et Yamba Ouali (Bou-

diéri).

Selon les témoignages du nommé Diergou Ouoba, 1.500.000 francs a été dérobé dans la concession de monsieur Okouaro (Koutchagou), chez monsieur Nassou Djioari 15.000 francs et chez monsieur Soali, 35.000 francs.

Le nommé Lido Yacouba affirme : « Je coupe la route avec Sambo, c'est lui le chef du groupe. Il est en fuite au Togo. Nous avons braqué le véhicule des béninois acheteurs de porcs l'année passée. Ils transportaient des porcs et nous avons tiré sur le véhicule pour les arrêter. Nous avons eu de l'argent mais je ne sais combien.

Ces béninois au nombre de deux sont tous morts lors du braquage ». Quant au nommé Ouerda Hamtandi, boutiqueur à Tapoa barrage, lors d'un de leur braquage, ils ont eu à violer une femme. Les recherches sont en cours pour arrêter d'autres qui ont pris la fuite.

Niki pour SCI



Téléchargez le quotidien numérique
Sciences-Campus Info du lundi au dimanche.
7 numéros dans la semaine.



Le Président du Faso échange avec des responsables de l'OMS et de l'UNFPA

Région du Centre



Le Président du Faso a rencontré les responsables de l'OMS et de l'UNFPA.

Le Président du Faso S.E.M. Roch Marc Christian KABORE a accordé une audience à la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso MOETI et au directeur régional du Fonds des Nations unies pour la Population (UNFPA) pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, Monsieur Mabin-gué NGOM, dans la soirée du 14 juillet 2016 à Ouagadougou.

A leur sortie d'audience, Madame MOETI a confié avoir échangé avec le Président du Faso sur la santé, le développement sanitaire et le développement de façon générale.

« Nous sommes ici à Ouagadougou pour célébrer le succès du second programme de l'onchocercose qui est arrivé à son terme à la fin de l'année passée. Le Burkina Faso a abrité ce programme pendant 20 ans et nous sommes venus remercier le Président du Faso pour l'accueil que le Burkina a réservé à ce programme et pour le succès qu'il a enregistré. Nous avons aussi échangé sur la vision du pays et remercié le Président pour son engagement en faveur de l'amélioration de la santé des Burkinabè. Nous travaillons avec le ministre de la Santé et il y a de très bonnes

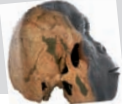
relations entre le gouvernement burkinabè et l'OMS. Le gouvernement burkinabè est aussi engagé pour améliorer la santé des Burkinabè et fait en sorte que chaque citoyen ait accès à des services de santé de bonne qualité pour la prévention et aussi pour les soins médicaux. L'OMS est engagée pour appuyer ce processus pour développer de bonnes stratégies et une bonne politique sanitaire... », a déclaré la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique.

Pour sa part, le directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, Monsieur NGOM, a indiqué avoir évoqué avec le Président du Faso le « Programme sahel et dividende démographique pour l'autonomisation des femmes », qui est un partenariat dynamique avec la Banque mondiale, l'UNFPA, l'OOAS et qui couvre 6 pays : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. « C'est un programme de 210 millions de dollars qui est en train de changer vraiment la vie des femmes dans le sahel, programme pour lequel le Président du Faso est très satisfait. Nous envisageons d'ailleurs de le répliquer et de le rendre beaucoup plus solide dans la région. Nous avons également évoqué avec

le Président du Faso le sommet de l'Union africaine qui se tiendra à Kigali, sommet qui prévoit de discuter de la question de la jeunesse africaine. Il y a aujourd'hui une crise de la jeunesse en Afrique et nous pensons que les chefs d'Etat africains décideront que le sommet de 2017 portera principalement sur la jeunesse africaine. Le Président du Faso a été sensible à la question et s'est montré disposé à faire le plaidoyer auprès de ses pairs.

J'ai également adressé une invitation spéciale au Président du Faso pour un événement important qui se tiendra à New York en septembre 2016 qui portera également sur le Programme sahel et dividende démographique. Nous allons profiter remercier et féliciter le Président du Faso et lui dire combien nous apprécions le dynamisme de son équipe en particulier de son ministre de la Santé », a fait savoir Monsieur NGOM.

**La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso**



Activités du gouvernement

27e Sommet de l'Union africaine Le Président du Faso est arrivé à Kigali

Rwanda



Le Président du Faso à Kigali pour le sommet de l'Union Africaine.

Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE est arrivé le samedi 16 juillet 2016 à Kigali au Rwanda pour prendre part à la 27e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA).

A son arrivée peu après 09 heures,

heure locale, (07 heures T.U), le chef de l'Etat, accompagné de son épouse Madame Sika Bella KABORE, a été accueilli par Monsieur Fazil HARE-RIMANA, ministre rwandais en charge de la Sécurité intérieure, la ministre du Genre et de la Promotion de la Famille, Madame Diane GASHUMBA et de S.E. Amadou TOURE, Amba-

sadeur du Burkina en Ethiopie avec compétence au Rwanda, par ailleurs Représentant permanent auprès de l'Union africaine et une délégation ministérielle burkinabè déjà présente à Kigali.

Après le cérémonial d'accueil, le chef de l'Etat a été conduit à son pied à terre en attendant l'ouverture du Sommet demain dimanche 17 juillet 2016 au Kigali Convention Center sur le thème « 2016, année africaine des droits de l'homme avec un accent particulier sur les droits des femmes ».

Une rencontre des chefs Etats et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est prévue ce samedi 16 juillet 2016 à Kigali.

En marge du Sommet des dirigeants africains, les premières Dames tiendront une session sur le VIH/Sida.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Deuxième étape de la tournée du Ministre en charge de la Jeunesse Axe Dédougou-Koudougou

Région du Centre



Ministre de la jeunesse.

Après Dori, Kaya et Ziniaré, le Ministre de la Jeunesse ,de la Formation et de l'Insertion Professionnelles poursuit sa tournée dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Dédougou)et du centre ouest(Koudougou) à la rencontre de sa jeunesse.

Ce lundi 18 juillet 2016 à 12 h, dans la salle de réunion du Conseil Régional de la Boucle de Mouhoun, Jean Claude BOUDA échangera avec les jeunes de cette région. Le mardi 19 juillet 2016 à 12 h dans la salle des fêtes de la Mairie de Koudougou, le Ministre rencontrera la jeunesse du centre ouest. En marge de cette tournée d'échange, les jeunes formés aux métiers recevront des kits d'installation ainsi que des fonds de roulement.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle(DCPM)



Coopération sécuritaire Le Burkina Faso et le Togo, main dans la main contre l'insécurité

Togo



Le Burkina et le Togo ensemble contre l'insécurité.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure du Burkina Faso et le Ministre togolais de la Sécurité et de la Protection civile ont jeté les bases d'une coopération solide en matière sécuritaire le vendredi 15 juillet 2016 à Dapaong au Togo. Simon Compaoré et son homologue du Togo, le Colonel Damehame Yark ont en e et présidé, des travaux devant aboutir à l'institutionnalisation d'une réelle coopération entre les forces de défense et de sécurité des deux pays.

Une plate forme commune en matière de sécurité, c'est l'objectif visé par les deux ministres en charge de la sécurité qui ont ouvert les travaux le vendredi 15 juillet 2016 à Dapong. Pour

le Ministre d'Etat, Simon Compaoré, « aujourd'hui à travers ce qui se passe dans le monde on est obligé de reconnaître qu'on a besoin d'un plus petit que soit dans ce domaine de la sécurité ».

C'est pourquoi, avec « l'accompagnement de nos chefs d'Etat, nous avons voulu que nos relations qui sont déjà bonnes en matière économique et social soient renforcées à travers un cadre de vie paisible avec plus de sécurité dans les deux Etats pour garantir la paix et la stabilité dans les deux pays » a poursuivi Simon Compaoré..

Selon le ministre togolais « la complexité et la multi-dimensionnalité de la question sécuritaire dépassent de nos jours le cadre et les capacités de chaque Etat pris isolément. La sécurité est devenue une affaire collective

et internationale ».

En plus, eu égard à la porosité des frontières « des bandes de criminels et de délinquants opèrent sans crainte, selon leur bon vouloir, au moment choisi par eux et le plus impunément sur le territoire de n'importe quel Etat » a précisé le Colonel Damehame Yark. Face à cette réalité, il est impératif pour les deux Etats de trouver les voies et moyens pour conjuguer et fédérer leurs efforts en vue de prévenir mais aussi de combattre l'insécurité a déclaré le Ministre d'Etat Simon Compaoré.

Les premiers responsables de la sécurité des deux pays souhaitent qu'au sortir de ces travaux, il soit instauré entre les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso et du Togo, un cadre d'échanges en temps réel de renseignements entre services, l'organisation d'opération conjointes de sécurité et de conduite de patrouilles conjointes.

Le Ministre d'Etat est accompagné de plusieurs personnalités dont le gouverneur de la région du Centre-Est, le Directeur Générale de la Sécurité Intérieure et le Directeur Général de la Police Nationale. Cette rencontre de Dapaong fait suite à la visite de travail et d'amitié qu'a effectuée une délégation togolaise conduite par le ministre Damehame Yark en mars 2016 à Ouagadougou.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



Avis de recrutement

Poste : ANALYSTE FINANCIER JUNIOR

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Finances/Comptabilité, Contrôle de gestion/Audit

Niveau(x): BAC+4, BAC+5, BAC+6

Expérience: 2 ans

Lieu: Côte d'Ivoire

Date de publication: 14/07/2016

Date limite: 12/08/2016

AFRICSEARCH

recrute

ANALYSTE FINANCIER JUNIOR

Référence : AFSCI / BABA /AFJ

Mission

L'Analyse Financier Junior intervient dans l'ensemble des domaines d'activité de la banque d'affaires, notamment dans le cadre des missions de Conseil Stratégique et Financier (Restructuration financière, Fusions-Acquisitions, Plan Stratégique de développement, etc.) et de Levée de fonds (financements du cycle d'exploitation et d'investissements, financements de projet, structuration d'opérations de titrisation de créances, etc.).

Il interviendra sous la supervision d'un Analyste Financier Senior, d'un Chargé d'Affaires, d'un Manager ou Directeur, dépendamment de la spécificité des missions.

Principales responsabilités

Activités - responsabilités / Estimation - temps (100%) :

- Opérationnel
- Collecte des données financières et classement / archivage
- Etude des méthodes de gestion, des stratégies de développement et de l'environnement économique et social des entreprises
- Modélisation financière (construction de modèles financiers)
- Elaboration et revue de business plans
- Analyse des états financiers des entreprises
- Evaluation des entreprises
- Participation active à la rédaction des Mémoires d'information,
- Pitch, courriers et diverses autres notes
- Participation à la rédaction des Term Sheet (Termes et conditions de financement)
- Participation aux réunions avec les clients
- Préparation des offres de service sous la supervision de l'Analyste

vision de l'Analyste

- Senior, du Chargé d'affaires ou du Manager
- Profil requis

Expérience professionnelle

- Niveau débutant à 2 ans d'expérience en Finance, en Banque ou en Cabinet d'audit
 - L'expérience de la Banque d'affaires serait un atout
 - Expertise ou expérience polyvalente dans le domaine financier acquise sur le terrain
- Formation académique

Diplôme universitaire, niveau Bac+4/5 minimum (DECF, MSTCF)

- Diplôme spécialisé en finances (MBA)
- Formation professionnelle et certification
- Diplôme professionnel d'analyste financier
 - Certification de CFA

Connaissances et aptitudes

1. Compétences techniques requises
 - Maîtrise de l'Anglais
 - Excellentes connaissances en Analyse financière
 - Excellentes connaissances en Modélisation financière
 - Bonne maîtrise de l'outil informatique : Word, Excel (niveau avancé requis) et de l'Internet
 - Grande capacité d'analyse et compétences rédactionnelles
2. Personnalité
 - Faire preuve de rigueur et d'organisation
 - Proactif (ve), il fait preuve de qualité d'adaptation et appréciant le travail en équipe dans un calendrier serré (résistance au stress)
 - capacité d'exécution rapide des tâches et fait preuve d'anticipation et de concentration

Evolution de carrière envisageable

Analyste Financier Senior – Chargé d'affaires junior
Prière d'adresser votre candidature à infoci@africsearch.com en précisant en objet l'intitulé du poste.



Jobs Campus



Avis de recrutement

Poste : SECRÉTAIRE CAISSIER(ÈRE)

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Finances/Comptabilité

Niveau(x): BT, BAC

Expérience: 1 ans

Lieu: Buyo

Date de publication: 12/07/2016

Date limite: 20/07/2016

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre du Projet « CIERA » financé par le Plan d'urgence du Président des Etats Unis pour la lutte contre le VIH/SIDA « PEPFAR », l'ONG MOCAM CI, sous bénéficiaire de l'ONG APROSAM pour les sites de Buyo, Okrouyo et Tabou recrute :

UN(E) (01) SECRÉTAIRE CAISSIER (ERE)

A/ Mission

Sous l'autorité du Comptable, le ou la Secrétaire Caissier(ère) est chargé(e) de :

- Assurer la gestion de l'information, le classement et l'archivage de documents du projet ;
- Assister le Comptable dans la tenue de la comptabilité du projet ;
- Assister le Comptable dans gestion du personnel du projet ;
- Assurer la gestion de la petite caisse ;
- Assister l'équipe technique de projet dans la planification et le suivi des activités.

B/ Activités

Gestion de l'information, classement et archivage de documents

- Assurer le traitement de l'information ;
- Rédiger des notes ou correspondances à partir de consignes orales ou manuscrites ;
- Réceptionner les appels téléphoniques, en assurer le filtrage et la transmission ;
- Réceptionner les courriers, documents et rapports, en assurer la transmission et le classement ;
- Rédiger des comptes rendus et procès-verbaux de réunion ;
- Assurer le standard et l'accueil des visiteurs ;
- Assurer l'organisation logistique des réunions et des missions (réservation d'un lieu, convoquer, inviter les participants, gérer la liste des présents, tenir des listings officiels, etc.) ;
- Participer à l'organisation des manifestations internes (réunions, conférences, séminaires, etc.) ;
- Assister le Comptable dans ces tâches de gestion du personnel (feuille de temps, états de paie, etc) ;
- Assurer le lien avec les différents bureaux.

Caisse

- Assurer la gestion physique de la petite caisse : encaissements, décaissements et sécurisation des fonds ;

• Tenir le brouillard de caisse et suivre le solde en lien avec le Comptable ;

• Effectuer les dépenses de la petite caisse ;

• Effectuer les rapprochements de caisse périodiques (mensuel, hebdomadaire) en lien avec le Comptable.

Comptabilité

• Assurer la collecte, la saisie et l'archivage des pièces comptables ;

• Préparer les paiements par chèques ou virement ;

• Préparer les états comptables périodiques ;

• Saisir les contrats, les documents administratifs et comptables et rapports émis par MOCAM CI.

Planification et suivi des activités

• Gérer les agendas de l'équipe terrain ;

• Renseigner des tableaux de suivi des activités de l'équipe terrain.

C/ Qualifications et Expériences

Formation / Diplômes : BAC G 1 ou G2/ BT en Finance/ Comptabilité ou équivalent

Expérience professionnelle : 12 mois à un poste similaire (Expérience avec les projets PEPFAR et autres Bailleurs est un atout)

Exigences particulières

• Honnête et être en mesure de respecter la confidentialité

• Ouvert au changement et à l'innovation, esprit d'analyse

• Bonne capacité rédactionnelle

• Le/la titulaire de ce poste doit être en mesure de travailler de façon indépendante et en dehors des heures normales de service pour satisfaire les exigences de qualité et délais de MOCAM CI

Compétences et connaissances professionnelles

• Connaissance des règles de la comptabilité associative (subventions)

• Bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint)

• Connaissance des procédures des bailleurs de fonds et particulièrement celles du PEPFAR

• Connaissance dans les projets communautaires (ONG/OBC/OBF)

Durée du contrat : 3 mois renouvelables.

Lieu du poste : Buyo

Dépôt des dossiers de candidature

Le dépôt de dossier de candidature se fait, exclusivement, en envoyant un Email avec comme objet « Dépôt candidature_SCE MOCAM CI_CIERA » à : aprosampb_recrutement@yahoo.fr et copie (CC) à : ongmocamsida@yahoo.fr

Suite page 14.

Jobs Campus

Suite page 13.

Contacts : 34 71 25 66 / 34 000 289 / 78 53 09 99

- i. La date d'ouverture de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 11 Juillet 2016 dès publication de l'annonce
- ii. La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au 20 Juillet 2016 à 12 h 00 TU
- iii. Les dossiers seront dépouillés en séance privée par le Comité de Recrutement de l'ONG APROSAM au nom de l'ONG MOCAM CI
- iv. Seuls les candidats(es) sélectionné(e)s seront contacté(e)s

Documents à fournir

- CV détaillé avec photo en couleur (avec des adresses exactes de 2 références que nous pourrions consulter au besoin)
- Lettre de motivation adressée à « Monsieur le Président du Conseil d'Administration » + Prétentions salariales
- Copie des documents attestant les expériences acquises (attestation ou certificat de travail)
- Copie du ou des diplômes exigés pour le poste
- Photocopie de la CNI ou tout autre document équivalent attestant de votre nationalité ivoirienne



Avis de recrutement

Poste : ANIMATEUR RADIO BILINGUE FRANÇAIS/BAOULÉ

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Communication, Journalisme Niveau(x): BAC+2, BAC+3

Expérience:

Lieu: Intérieur du pays (centre)

Date de publication: 14/07/2016

Date limite: 25/07/2016

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN ANIMATEUR RADIO

BILINGUE FRANÇAIS/BAOULE

Dans le cadre du renforcement de son équipe et de ses activités, une radio de proximité basée à l'intérieur du pays recrute:

Titre : animateur bilingue Français/Baoulé.

Nombre de poste : un (1)

Lieu d'affectation : Intérieur du pays (centre)

Profil du candidat

- Avoir une formation en animation radio ;

- Etre est un bon communicateur ;
 - Avoir une bonne connaissance des outils de communication et d'animation radio ;
 - Parler et Ecrire correctement la langue française ;
 - Parler correctement la langue Baoulé ;
 - Avoir la capacité de travailler en équipe ;
- Missions (à titre indicatif)
- Animation d'émissions radiodiffusées ;
 - Production d'émissions radiodiffusées ;
 - Couverture médiatique d'évènements ;
- Modalités de recrutement

Les dossiers de candidature doivent comprendre :

- 1 CV détaillé et 1 lettre de motivation (précisant les prétentions salariales) adressée au Directeur de la radio AKK dans un fichier unique (Word ou PDF).

Ces dossiers devront être transmis au plus tard le lundi 25 juillet 2016 à 12 heures par :

- Mail à l'adresse akkradio@yahoo.com

Contact mobile : 42 08 30 11



Avis de recrutement

Poste : 03 CHAUFFEURS PROFESSIONNELS

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Transport (Chauffeur)

Niveau(x): Première, Terminale, BAC

Expérience:

Lieu: ABIDJAN

Date de publication: 13/07/2016

Date limite: 25/07/2016

**CABINET IVOIRIEN DE LANGUES ETRANGERES (CILE)
recrute**

03 CHAUFFEURS PROFESSIONNELS

Description de l'offre

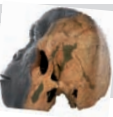
Une importante société Chinoise installée à Abidjan recrute pour ses activités de génie civile, 03 chauffeurs professionnels ayant une bonne expérience de la conduite de véhicules.

Profil pour ce poste

- Avoir une expérience de la conduite
- Etre serviable, courtois, de bonne moralité
- Salaire 120.000FR/Mois et plus (temps supplémentaire) Brute*
- Signature de contrat après essai

Dossiers de candidature

Envoyer vos dossiers de candidature à : info@cile-ci.com ou appeler au (225) 22 42 07 27/22 00 68 89



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Réwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Jobs Campus



Avis de recrutement

Poste : OFFICER M&E PROJET BPRM

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Sciences sociales, Ressources Humaines, Statistiques

Niveau(x): BAC+3, BAC+4

Expérience: 3 ans

Lieu: Duekoué/Tabou

Date de publication: 12/07/2016

Date limite: 21/07/2016

INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE – Côte d'Ivoire

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Position : (01) Officer M&E Projet BPRM

Localisation : Duekoué/Tabou

Type et Durée de contrat : CDD de 06 mois renouvelable

Date limite de dépôt des candidatures : 21 juillet 2016

À propos d'IRC :

International Rescue Committee (IRC) a été fondé en 1933. IRC est une agence humanitaire sans but lucratif, non sectaire et qui apporte une assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux personnes victimes de conflits et d'oppression. Il souscrit aux idéaux de la liberté et de la dignité humaine.

Généralités du Poste

Le projet intégré de réintégration des retournés en Côte d'Ivoire est un projet de 10 mois mis en œuvre en partenariat avec l'ONG Danish Refugee Council, lead du consortium. Le projet sera mis en œuvre dans 30 localités des départements de Danané, Zouhan, Hounien, Toulepleu, Blolequin, Tabou, Guiglo, Man et Tai dans 4 secteurs d'interventions: protection et cohésion sociale, prévention et réponse aux VBG, développement économique et construction d'abris. L'IRC a été sélectionné pour mener les activités des secteurs VBG dans 30 communautés : (prévention et sensibilisations, appui à 30 groupements féminins, et réponse aux cas de VBG) et la mise en place de 20 groupes EA\$E (AVEC, groupes de discussions sur le genre et CEFE).

Dans ce cadre, l'IRC recherche un agent de terrain de Prévention VBG pour conduire les activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire sur la thématique des VBG. International Rescue Committee en Côte d'Ivoire recrute pour son bureau de Man (Duekoué), (01) Officer M&E Projet BPRM

Tâches et Responsabilités

- Elaborer et mettre en place un dispositif de suivi du Projet BPRM
- Conduire la mise en œuvre sur le terrain des activités relatives au suivi des performances, des réalisations et des résultats du Projet BPRM
- Développer les plans de suivi et les outils de collecte de données relatifs aux indicateurs des projets et ;
- Former les membres de l'équipe du projet sur le renseignement des outils de collecte ;
- Assurer l'utilisation des outils de suivi par les membres du projet ;
- Travailler avec le/ la Manager de projet, et les Coordinateurs sectoriels PAF/WPE et ERD sur la compréhension des indicateurs de bailleurs, de leurs méthodologies de mesure, de collecte et d'analyse, et identifier des indicateurs internes dans le respect du cadre Outcome&Evidence Framework de l'IRC
- Appuyer les équipes dans la compréhension et l'utilisation des outils de collecte de données
- Effectuer régulièrement des missions de suivi et de supervisions terrain pour comprendre les enjeux du projet, les méthodologies de collecte de données et assurer des spots checks
- Consolider les données de tous les sites de façon régulière et partager les statistiques consolidées avec le/la Manager, la Coordinatrice PAF/WPE et le Coordinateur ERD.
- Mettre en place et assurer les

bonnes utilisations des bases de données GBVIMS et MIS, en collaboration avec le Coordinateur national DM&E

- Mettre en place un mécanisme d'archivage des rapports d'activités, d'enquête, mission et de données du projet.
- Rédiger un rapport mensuel sur l'état d'avancement des activités programmées
- Assurer la saisie des données dans la base de données COMET, en collaboration avec le Coordinateur national DM&E
- Administrer la base de données du projet et veiller à sa mise à jour régulière
- Remplir les Gantt Chart mensuellement et le transmettre au Coordinateur national DM&E
- Analyser les indicateurs avec l'équipe du projet
- Signaler les problèmes que les données de suivi auront mis en évidence et proposer des solutions
- Participer à toute autre activité du programme de lutte contre le VBG si sollicité par la coordination.

Qualifications et Expériences

- Un diplôme universitaire de Bac + 3, Bac + 4 en sciences sociales, sciences humaines, statistiques ou équivalent.
- Au moins 03 années d'expérience dans le domaine le secteur M&E en liens avec des projets de protection, de développement social et économique
- Expériences souhaitées en GBVIMS et MIS
- Expériences préférables de projet de réintégration des populations retournées; Connaissances de la zone d'intervention et des problématiques retournés/ populations hôtes fortement souhaitées

Suite page 17.



Jobs Campus

Suite page 16.

- Excellente capacité de développement de rapport interpersonnel et communication
- Avoir une très bonne connaissance de l'outil informatique : des logiciels statistiques et économétriques (EpiInfo et SPSS, STATA, système de gestion de base donnée ACCESS, Tableur et gestion des données Excel, traitement de texte, Power Point...)
- Faire preuve d'une très grande autonomie, une capacité d'organisation dans le travail et un bon esprit d'équipe.

Dossier de candidature :

Un dossier mentionnant le titre du poste à pourvoir et comprenant :

- Un CV (y préciser au moins 3 références professionnelles) ;
- Une Lettre de motivation adressée au Directeur National de IRC CI ;
- Une Copie des diplômes

Pour le dépôt de dossiers physiques :

A Abidjan : Il Plateaux, 7 ième Tranche - LOT 3060 IL.253, Abidjan, Cote d'Ivoire Tél: +225 22 52 30 50

A Yamoussoukro : Quartier Habitat face au lacs aux caïmans, non loin de la Cathédrale St Augustin. Tél : 225 30 64 39 71.

A Man : Quartier Domoraud (En face de UNICEF) Tel/Fax: 33 79 18 65

Date limite de dépôt : 21 juillet 2016 à 15H00

« IRC et les employés de IRC doivent adhérer aux valeurs et principes contenu dans le IRC WAY (Standards pour la conduite professionnelle). Ce sont l'Intégrité, le Service, et la Responsabilité. En conformité avec ces valeurs, IRC opère et fait respecter les politiques sur la protection des bénéficiaires contre l'exploitation et les abus, la protection de l'enfant, le harcèlement sur les lieux de travail, et les représailles.

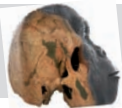
SEULS LES CANDIDAT(E) S PRESELECTIONNE(E) S SERONT CONTACTE(E) S.

Les candidatures féminines sont encouragées.



Collaborons pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

Une Force Humaine !



Annonces



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

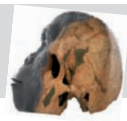
- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Annonces



Master 2 « Management de Projets » Master international de l'Université Senghor et de l'Université OUAGA II, Burkina Faso

Le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie et le Président de l'Université OUAGA II informent le public du recrutement du Master 2 « Management de projets » organisé à l'Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce Master 2 vise à former des cadres de haut niveau qui seront aptes à assumer les métiers de gestionnaires de projets, d'experts - conseil dans les organisations nationales ou internationales. Ces gestionnaires seront en mesure de maîtriser les environnements complexes des projets, de travailler en équipe et d'utiliser de manière efficace les différents outils et techniques de conception et gestion de projets pour offrir un produit ou un service de qualité.

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formation initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

- **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**
- Début de cours : lundi 11 janvier 2017

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1 ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016
Date limite de paiement (2 ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016
Date limite de paiement (3 ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les autres nationalités, le 30 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue (IUFIC)
Secrétariat : (00226) 50 36 99 60
Renseignement : univ_ouaga2@yahoo.fr
Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf
Coordonnateur adjoint : itall@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Direction de la Décentralisation, des campus Senghor et des Partenariats
M. Jean-Dominique Assié
Tél. ++203 48 54 530
Courriel: jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org

Rectorat:

Mme Jeanne Azer Bestravos : Tél. ++ 203 48 43 504
Mme Iman Fawzi: Tél. ++ 203 48 33 374
/ Fax: ++203 48 43 479
Courriel : info@usenghor-francophonie.org



Master 2 « Santé internationale » Master international de l'Université Senghor en partenariat avec l'Université Ouaga II, Burkina Faso

Le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie et le Président de l'université de

Ouaga II, informent le public du recrutement du Master 2 «Santé internationale » organisé à l'Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Le master 2 vise à former et à renforcer les capacités des professionnels de santé à lutter contre les grands problèmes de santé en Afrique et dans les pays à faibles et moyens revenus.

De plus, ils seront à même de comprendre l'importance de la pluridisciplinarité dans les projets de santé internationale et de connaître les grandes maladies épidémiques, l'importance des maladies non transmissibles, et de proposer et mettre en place des plans au niveau national et international pour y faire face.

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formation initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

- **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**
- Début de cours : lundi 11 janvier 2017

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1 ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016
Date limite de paiement (2 ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016
Date limite de paiement (3 ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les autres nationalités, le 30 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

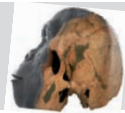
Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue (IUFIC)
Secrétariat : (00226) 50 36 99 60
Renseignement : univ_ouaga2@yahoo.fr
Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf
Coordonnateur adjoint : itall@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Direction de la Décentralisation, des campus Senghor et des Partenariats
M. Jean-Dominique Assié
Tél. ++203 48 54 530
Courriel: jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org

Rectorat:

Mme Jeanne Azer Bestravos : Tél. ++ 203 48 43 504
Mme Iman Fawzi: Tél. ++ 203 48 33 374
/ Fax: ++203 48 43 479
Courriel : info@usenghor-francophonie.org



Annonces



Master 2 «Gestion de l'environnement » Master international de l'Université Senghor et de l'Université OUAGA II, Burkina Faso

Le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie et le Président de l'Université OUAGA II informent le public du recrutement du Master 2 « Gestion de l'environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce Master 2 vise à former des cadres de haut niveau, compétents et aptes à gérer efficacement les problèmes environnementaux actuels de l'Afrique.

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formation initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

· **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

· Début de cours : lundi 11 janvier 2017

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1 ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2 ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3 ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les autres nationalités, le 30 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue (IUFIC)

Secrétariat : (00226) 50 36 99 60

Renseignement : univ_ouaga2@yahoo.fr

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Direction de la Décentralisation, des campus Senghor et des Partenariats

M. Jean-Dominique Assié

Tél. ++203 48 54 530

Courriel : jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org

Rectorat:

Mme Jeanne Azer Bestravos : Tél. ++ 203 48 43 504

Mme Iman Fawzi: Tél. ++ 203 48 33 374

/ Fax: ++203 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org



Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement » Master international de l'Université Senghor et de l'Université OUAGA II, Burkina Faso

Le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie et le Président de l'Université OUAGA II informent le public du recrutement de la deuxième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains.

Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formation initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

· **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

· Début de cours : lundi 11 janvier 2017

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1 ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2 ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3 ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UEMOA, le 30 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue (IUFIC)

Secrétariat : (00226) 50 36 99 60

Renseignement : univ_ouaga2@yahoo.fr

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Direction de la Décentralisation, des campus Senghor et des Partenariats

M. Jean-Dominique Assié

Tél. ++203 48 54 530

Courriel : jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org

Rectorat:

Mme Jeanne Azer Bestravos : Tél. ++ 203 48 43 504

Mme Iman Fawzi: Tél. ++ 203 48 33 374

/ Fax: ++203 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org